

« Contre les plans d'austérité, contre la TVA antisociale, de l'argent pour l'emploi et les salaires ».

Sommet social pour l'emploi : répondre à l'urgence !

La FSU attend des mesures gouvernementales fortes pour sauver l'emploi. D'autant que le bilan des mesures initiées jusqu'ici (ruptures conventionnelles, utilisation des fonds publics...) n'est pas concluant.

L'articulation de mesures d'urgence avec d'autres à plus long terme est une nécessité. En urgence, la FSU propose par exemple d'adopter des dispositifs spécifiques d'aide à l'emploi pour les jeunes (formations professionnelles diplômantes/qualifiantes, rémunérées et débouchant sur des emplois) ce qui suppose une concertation réunissant tous les partenaires concernés.

Relance de la consommation dans le respect du développement durable, augmentation des salaires et minimas sociaux, suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires (équivalentes à 400 000 emplois), développement des services publics, renégociation de la Convention Unédic, retraites à 60 ans...autant de mesures indispensables à la relance de l'emploi à long terme. C'est possible et supportable à condition de rechercher de nouvelles recettes fiscales plus justes, plus équitables. C'est pourquoi la FSU refuse la proposition d'une TVA sociale qui n'a de sociale que le nom. Cette TVA pénalisera une fois encore les ménages. Et freinant la consommation, elle pourrait s'avérer pénalisante pour l'emploi. Dans le contexte de crise, il est urgent de donner tous les moyens à Pôle emploi pour faire face à l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi.

Car ce sommet doit véritablement traiter du chômage. L'année 2011 s'est terminée par les plus mauvais chiffres connus depuis 12 ans : 9,7% de la population active ! Les jeunes sont particulièrement touchés (notamment ceux des quartiers défavorisés) ainsi que les femmes et les plus de 50 ans. Et un chômage de longue durée qui s'enkyste. Derrière le fait que l'emploi est la première préoccupation des français, l'inquiétude est grande devant la multiplication des plans sociaux et la destruction d'emplois. Dans cette situation, focaliser les dispositifs répressifs et de suspicion à l'égard des chômeurs est inacceptable.

La FSU, reçue dans le cadre de ce sommet, demande aussi au gouvernement de montrer l'exemple en matière d'emploi en renonçant à la suppression d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et en créant les emplois nécessaires. Transformer des métiers comme celui d'aide à la personne en véritables métiers sociaux reconnus, investir dans l'éducation, la recherche, la formation...c'est indispensable pour assurer les évolutions de notre société et l'avenir de son économie.